

Les Amérindiens dans l'imaginaire des Québécois

Denys Delage

Volume 33, Number 4-5 (196-197), August–October 1991

Liberté aux Indiens

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/60532ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Delage, D. (1991). Les Amérindiens dans l'imaginaire des Québécois. *Liberté*, 33(4-5), 15–28.

DENYS DELAGE

LES AMÉRINDIENS DANS L'IMAGINAIRE DES QUÉBÉCOIS

Bien qu'ils n'aient plus honte d'un aïeul autochtone et qu'ils puissent même s'en glorifier, les Québécois continuent souvent d'avoir peur de passer pour des «Sauvages». Pourtant, leur histoire s'est construite en relation avec les premières nations et leur identité y a également beaucoup emprunté. Mais pourquoi l'amnésie a-t-elle refoulé de grands morceaux de la mémoire collective?

L'histoire de la Nouvelle-France est tout autant celle du colon défricheur de l'île d'Orléans, du pêcheur de Gaspé, de l'ouvrier des Forges du Saint-Maurice, des religieuses des hôpitaux et des premières écoles, des marchands de blé que celle des marchands de fourrures, des coureurs de bois mariés à des Amérindiennes, des raids de miliciens et d'Amérindiens, des ambassades à Québec de la part des Iroquois ou des nations des Grands Lacs. Bref, autant les documents nous parlent de la société coloniale française qui s'implante sur les rives du Saint-Laurent, de Montréal vers l'aval, autant ils nous parlent des autochtones, des «réductions» (c'est ainsi que l'on appelait autrefois les villages des Amérindiens domiciliés) à proximité des villes et des villages canadiens, des missions, des explorations, des postes, des expéditions vers les nations des Pays d'en haut: Grands Lacs, vallée du Mississippi, Prairies.

Denys Delage enseigne l'histoire et la sociologie à l'Université Laval. Son essai, Le Pays renversé, est paru aux éditions du Boréal, en 1985.

Les écrits de Champlain, ceux du frère Gabriel Sagard chez les Hurons, les Relations des Jésuites, cette grande chronique des missions de 1611 à 1679, les mémoires de Radisson ou de Nicolas Perrot nous entretiennent constamment des Amérindiens. D'autres, telle Marie de l'Incarnation ou le Baron de Lahontan, sans leur accorder toute la place, s'en inspirent pour leurs lettres et leurs mémoires. De même, dans la correspondance des gouverneurs et des intendants destinée à Versailles, est-il constamment question d'ambassades échangées avec les nations autochtones, alliées ou ennemies, de guerres avec celles-ci, de descriptions des mœurs et des costumes, etc. Tout cela se poursuit d'ailleurs avec le régime anglais qui maintient dans ses grandes lignes la politique des Français puisqu'on a toujours besoin des autochtones pour la traite des fourrures — fondement économique de la colonie jusqu'au début du XIX^e siècle —, et également en vue d'alliances militaires contre l'ennemi américain qui vient du sud. Nous avons beaucoup oublié cela.

Lorsque les premiers Français s'installèrent au Canada au cours de la première moitié du XVII^e siècle, ils croyaient tout naïvement qu'il leur suffirait de s'y montrer sous leur meilleur jour pour que les «Sauvages», reconnaissant du coup leur tort d'être demeurés barbares et païens, souhaitent aussitôt devenir français et catholiques. Une carte de 1664 de la Nouvelle-France illustre bien cette perspective. La région du Golfe, désormais bien connue, est accompagnée du commentaire suivant: «les montagnes et les rivières s'unissent pour produire des fleurs de lys», ce qui signifie que la nature elle-même soupire pour devenir française. À l'opposé, dans ces territoires du sud-ouest des Grands Lacs, encore inconnus des Français, on voit, dans un arbre, un couple avec un enfant dont on ne peut dire s'ils sont des animaux ou des humains: au loin, donc, la nature et la culture se confondent. Cela illustre la mentalité de l'entreprise

coloniale à ses débuts. Telle ne fut évidemment pas la réalité des rapports établis entre Français et Amérindiens.

Dans la réalité, les rapports créés entre colons et autochtones relèvent de deux paradigmes fondamentaux: celui de la conquête et celui de l'alliance. Administrateurs, marchands, religieux, explorateurs, paysans ne découvrent pas l'Amérique, elle l'est depuis plus de 15 000 ans; ils n'y viennent pas non plus pour s'intégrer comme immigrants dans les sociétés autochtones. Non. Ils travaillent à créer une France nouvelle. Plus spécifiquement l'État colonial cherche à bâtir un empire; à assujettir les premiers habitants. Ça, c'est un processus de conquête. Ce processus, qui n'est pas que délibéré, trouve sa limite dans un ensemble de conditions qui favorisent les alliances.

D'abord la traite des fourrures, fondement de l'économie coloniale, exigeait la collaboration des trappeurs et des commerçants amérindiens. C'est pourquoi le père Charlevoix favorisait le développement économique du secteur de la pêche plutôt que celui de la traite pour que les Français échappent à la dépendance vis-à-vis leurs fournisseurs. En second lieu, dans le conflit inter-impérial qui opposait les empires français et anglais, ce dernier avait l'avantage d'être doté d'une marine plus forte, d'avoir ses marchandises à meilleur prix et, surtout, de profiter du succès de son émigration vers l'Amérique du Nord. Déclassés, les Français n'eurent d'autre choix que de tirer leur force d'une alliance avec les nations autochtones. Cette alliance constitue un facteur décisif dans la capacité de maintien d'une entreprise coloniale française en Amérique malgré un désavantage numérique énorme vis-à-vis la colonisation britannique. En contrepartie, la faiblesse de l'entreprise coloniale française représentait pour les nations amérindiennes un argument décisif en faveur d'une alliance. En effet, la densité du peuplement colonial britannique ne pouvait que mener à des rapports antagoniques avec les premières nations. Les Français, tout au contraire, peu nom-

breux et s'installant de surcroît au XVII^e siècle dans une zone préalablement dépeuplée — les populations des villages sédentaires entre Montréal et l'île aux Coudres avaient disparu vers 1580 —, ne prenaient donc pas la terre des Amérindiens. C'est pour ces raisons que les Français, d'abord en Acadie, puis à partir de Québec et de Montréal, ont pu s'intégrer dans un immense réseau d'alliances les rattachant à un très grand nombre de nations à l'intérieur du continent. Du côté autochtone, quatre nations formaient le noyau de ce réseau: les Hurons, les Outaouais, les Potéouatamis et les Ojibways (ou Saulteux). Soulignons dès maintenant que sur une carte historique de géographie, le territoire de la Nouvelle France s'étendant de Québec à la Nouvelle-Orléans représente en réalité le territoire couvert par cette alliance, et non pas le territoire sur lequel régnait le roi de France. Les seuls sujets du roi étaient les habitants des paroisses; ailleurs, les autochtones étaient des alliés, non des sujets. À côté de ce réseau d'alliances franco-américaines, les Néerlandais, impliqués dans la traite des fourrures à Albany (New York) conclurent également des alliances avec les Iroquois. Repris par les Britanniques, ce traité, appelé «Chaîne du Covenant», finit par réunir l'ensemble des colonies britanniques d'un côté et, de l'autre, l'ensemble des nations alliées aux Iroquois. Enfin, Britanniques et Cris établirent également une alliance à la Baie James.

L'interaction entre colons et Amérindiens s'est donc inscrite dans le cadre d'alliances; à cet égard, l'interaction entre Français et Amérindiens fut étroite, soutenue, prolongée. Distinguons dès maintenant trois sous-populations du côté des Français. La première est constituée de tous ces Français qui se sont intégrés aux sociétés amérindiennes et s'y sont assimilés. Il s'agit le plus souvent de ces hommes engagés dans la traite des fourrures qui se sont mariés à des Amérindiennes dans les Pays d'en haut. Les mariages constituaient généralement la condition et le fondement du

commerce des fourrures. À cet égard, soulignons que le métissage est une caractéristique de la rencontre entre Amérindiens et Français en amont de Montréal. La seconde population se compose des quelques paroisses canadiennes des Grands Lacs et surtout du Mississippi dont les couples fondateurs furent souvent des hommes, partis de Montréal, et des Amérindiennes des régions d'implantation. Dans ce cas-ci, ce sont plutôt les Amérindiennes qui s'assimilèrent. Dans ces paroisses où il était prestigieux de rappeler ses origines métisses, la vie s'inscrivait en pays amérindien. Enfin, la troisième population, celle à laquelle nous nous attarderons, est constituée des habitants canadiens des rives du Saint-Laurent, de Montréal en aval. Bien que l'interaction soit à un degré moindre que pour les deux populations précédentes, cette population emprunte aux autochtones de nombreux traits de leur culture.

Des Amérindiens viennent assister aux foires à la fourrure de Montréal ou de Québec, des colons (environ 10%) s'engagent dans les expéditions vers les Pays d'en haut, des engagés accompagnent les Jésuites dans les missions, des Amérindiens réfugiés — Hurons, Abénaquis, Iroquois — fixent leurs villages près de Québec, Trois-Rivières et Montréal, et le va-et-vient est continu; les communautés religieuses reçoivent des petits Amérindiens et de petites Amérindiennes dans leurs couvents et collèges; l'on se côtoie dans les postes, dans les tavernes, dans les églises, dans les parties de chasse ou de pêche. Sur le plan militaire, l'interaction est particulièrement étroite. Plusieurs centaines d'Amérindiens alliés défendent Québec contre Phips en 1690, ils y attendent Walker en 1710, ils sont sur les Plaines d'Abraham en 1759. Toutes les expéditions militaires françaises juxtaposent soldats, milice canadienne et Amérindiens alliés. Montréal et Québec furent au centre d'une activité diplomatique intense et parfois grandiose: plus de mille ambassadeurs des premières nations participèrent aux négociations et au cérémonial de la Grande Paix de Mont-

réal en 1701. Ne parlons pas des explorations, irréalisables sans la présence autochtone; ni de ce millier d'autochtones qui furent réduits à l'état d'esclaves — domestiques, le plus souvent — dans les demeures de l'élite.

De cette interaction, il a résulté de très nombreux emprunts des deux côtés. Du côté des colons canadiens, soulignons en premier lieu l'adaptation à l'hiver, la connaissance de la géographie, de la flore, de la faune, l'apprentissage de la guérilla qui, en dépit de leur infériorité numérique, assurera si longtemps la supériorité des Canadiens sur les Britanniques, davantage soumis à la tradition militaire européenne des grands déploiements où le soldat n'a guère d'autonomie. Nous connaissons tous les emprunts culinaires: de l'eau d'érable, à la courge, au haricot et au blé d'Inde; vestimentaires, tel le mocassin, et d'autres encore, comme les plantes médicinales, etc.

Dans l'ensemble, ces emprunts créent une différence entre les Français métropolitains et ceux d'ici, ils servent bientôt de repères à la création d'une identité nouvelle. Au départ, les termes «Acadiens», «Canadiens», «Américains» désignaient les autochtones d'Acadie, du Canada (c'est-à-dire de la région de Québec), d'Amérique, bientôt; ce sont les colons qui habitent ici — les habitants, par opposition à ceux qui repartent — qui se qualifieront d'Acadiens, de Canadiens, d'Américains. Par opposition au Français, le Canadien habite le pays, à côté de ses premiers occupants.

La naissance d'une identité canadienne résulte donc de l'implantation d'immigrants dans une terre nouvelle parmi des peuples non européens. À cet égard, des changements objectifs, comme le jeu du regard posé sur l'autre, les perceptions, fondées tout autant qu'imaginaires, concourent à la démarcation.

Il y aurait, au dire des administrateurs coloniaux principalement, un «caractère canadien». Il résulterait de l'ensauvagement. Plus que le Français, le Canadien serait fier, arrogant, insoumis, fainéant, ingénieux, libre. Cet ensemble

hétéroclite de qualificatifs, tous rapportés à l'influence des «Sauvages» trahit un changement de mentalité. Il y a là, certes, une part d'exagération qui tient aux préjugés des nobles pour le tiers état: tout paysan est par nature fainéant; en Bretagne c'est qu'il est breton, au Canada c'est qu'il est ensauvagé! Cela fournit également une explication passe-partout aux échecs laurentiens d'un monarque absolu. Néanmoins, il est certain qu'il y eut un changement réel de mentalité. Faut-il pour autant le mettre tout entier au compte de l'influence amérindienne? Certes non. L'abondance des terres, la liberté de la main-d'œuvre rendent libre. La démocratisation des signes distinctifs de la noblesse: la langue française, le droit du port d'armes, celui de pêcher et de chasser, la propriété d'un cheval, tout cela est source de fierté et de «contre-arrogance». Enfin, il y eut très certainement — mais comment en mesurer le poids? — une influence des sociétés autochtones. Elle est d'abord dans la seule différence de ces sociétés qui, du coup, dépassent la société européenne de son aspect naturel. Elle est ensuite dans l'intérêt des colons et les représentations, souvent fausses, qu'ils se font de ces sociétés, et, réciproquement, dans le regard souvent critique que posent les autochtones sur les sociétés de souche européenne. Les premiers historiens de la Nouvelle-France rendent compte de cette interaction incessante des colons et des Amérindiens. D'autant plus incessante d'ailleurs que l'intérêt des premiers historiens se porte surtout sur les exploits militaires et diplomatiques à la gloire du roi, de même que sur le combat des missionnaires pour faire reculer le royaume de Satan, et que, ce faisant, ils négligent les labours et les semences du colon, tout comme le métier de l'artisan. À lire en effet *l'Histoire de la Nouvelle-France* de Bacqueville de la Potherie qui se termine avec la paix de Montréal de 1701, ou encore celle du père Charlevoix qui s'arrête en 1720 et qui complète son récit par un voyage de Québec à la Nouvelle-Orléans, on sent l'omniprésence des acteurs amé-

rindiens et leur constante interaction avec les administrateurs, les missionnaires, les soldats, les habitants, etc. On y trouve même davantage: une sorte d'envoûtement pour les sociétés autochtones, qui ouvre la porte au relativisme culturel. On finit par accepter bien des différences dans les manières de faire pourvu que, pour les pères Jésuites, cela n'affecte pas la religion. Et ce n'est pas tout: la coexistence des sociétés induit une distance par rapport au social; on commence donc à raisonner sur le fonctionnement de la société, sur ses lois. Cette distance s'applique à l'Europe et en nourrit la critique. Certes, l'expansion coloniale sur la planète favorise l'ethnographie, la distance par rapport aux autres et à soi. À cet égard, toutefois, les sociétés autochtones d'Amérique du Nord inspirent davantage les intellectuels européens que l'empire de Chine ou celui des Aztèques. La lecture de Bacqueville de la Potherie, et surtout du père Charlevoix, celle des *Relations des Jésuites en Nouvelle-France*, des *Mémoires* de Lahontan et de ce livre écrit depuis Kanahwake vers 1710 qui deviendra un des fondements de l'anthropologie, *Mœurs des Sauvages Américains comparées au mœurs des premiers temps* du père Lafiteau — tout cela compta parmi les sources d'inspiration des «Lumières».

Nous avons concentré jusqu'à présent notre attention sur l'interaction entre les Amérindiens et leurs alliés, les colons canadiens; nous avons ensuite dressé un bilan succinct de l'influence des premiers sur les seconds. L'exercice pourrait laisser croire que les colons étaient en interaction constante avec les autochtones, et que leur culture s'est complètement ou fortement «indianisée» ou «amérindianisée». Ce serait là une conclusion exagérée, voire fautive. Retenons plutôt l'importance, et non l'omniprésence, de l'interaction, tout comme la diversité des emprunts, qui s'intègrent dans la logique d'une culture dont les fondements sont de souche européenne. La société canadienne garde une organisation politique, un système de parenté,

des règles de sociabilité, une religion, un univers folklorique, une tradition scientifique, une architecture, des manières de table, une langue, dont les structures profondes demeurent européennes à n'en pas douter. Cela n'empêche pas que les emprunts aux sociétés d'Amérique soient suffisamment nombreux, diversifiés et profonds jusqu'à marquer d'importantes différences.

Il serait faux de s'imaginer des rapports idylliques entre Français et Amérindiens: conflits, tensions, préjugés, méfiance sont omniprésents, en même temps, faut-il ajouter, qu'une attirance mutuelle. Soulignons que, longtemps après 1760, les nations des Grands Lacs souhaiteront voir revenir le Grand Onontio de France, et que cet espoir compta dans le ralliement de certaines nations à la cause des insurgés de la révolution américaine qui avaient obtenu l'appui militaire de Louis XV.

Le va-et-vient continu entre la société coloniale française et les sociétés autochtones, les emprunts mutuels, le métissage ont pour effet d'estomper les frontières, de les rendre floues, sans bien sûr les effacer. Des hommes, des femmes aux traits caucasiens sont désormais, culturellement, des Amérindiens et, bien que ce soit plus rare, des hommes et des femmes aux traits mongoloïdes sont désormais des Canadiens. Ne retenons que l'exemple des Hurons qui ont intégré dans leurs rangs de nombreux captifs britanniques de même que les enfants de plusieurs «filles-mères» de Québec.

Comment avons-nous pu en perdre la mémoire? Une longue série de ruptures en sont la cause.

La guerre de la Conquête, dont l'issue fut la victoire britannique et, en corollaire, l'expulsion de la puissance coloniale française de l'Amérique, engendre la première grande rupture parce que la conséquence en est la fin de l'alliance franco-amérindienne. La France cesse donc d'être le principal pourvoyeur de la plupart des nations autochtones à l'intérieur du continent et un allié militaire contre

l'expansion de la colonisation britannique, grande mangeuse de terres. L'ensemble des nations, autrefois alliées à la France, concluent la paix avec les Britanniques et font leur la Chaîne du Covenant dont les Iroquois de la Ligne des Six Nations sont, du côté autochtone, les principaux porte-paroles. Du coup, Montréal et Québec cessent d'être des hauts lieux de la diplomatie autochtone au profit d'Albany, sur la rivière Hudson, tandis que les garnisons britanniques remplacent les garnisons françaises dans la chaîne de forts sur le continent. En 1763, à Détroit, la révolte de Pontiac contre l'occupant britannique nous éclaire sur les rapports nouveaux qui s'instaurent: tandis que les Canadiens de Détroit essaient de demeurer neutres, la France refuse d'envoyer des renforts, et le pouvoir britannique fait appel à la milice canadienne à Montréal — les alliés d'hier — pour mâter la révolte.

À la cessation de la rivalité franco-britannique en Amérique correspond la fin des guerres sempiternelles où Canadiens et Amérindiens se retrouvaient côte à côte. Certes, la cristallisation d'un nouveau conflit entre Britanniques et Américains relancera la guerre à deux reprises (guerre et indépendance américaine et guerre de 1812) et Canadiens et autochtones combattront ensemble. Néanmoins, déjà réduite — heureusement —, l'activité guerrière cesse après 1815. Par contre, les fondements économiques du régime britannique demeurent longtemps la traite des fourrures et, plus encore que sous le régime français, des Canadiens y participent, maintenant ainsi des rapports étroits avec les autochtones. Mais, avec la deuxième moitié du XIX^e siècle, la montée du commerce du bois liée aux guerres napoléoniennes et, surtout, la poussée colonisatrice qui viendra ultérieurement finiront par déclasser complètement la traite des fourrures.

À ce déclin des activités communes aux fins militaires ou commerciales s'ajoute la baisse constante du poids démographique des autochtones dont la population est tou-

jours frappée de surmortalité, principalement à cause d'une vulnérabilité plus grande aux épidémies. Tout au contraire, la population de souche eurocanadienne, dont la natalité est plus élevée et la mortalité plus faible, bénéficie d'un important afflux d'immigrants. Enfin les lois canadiennes sur les «Sauvages» qui, à partir de 1850, créent un statut légal particulier pour les autochtones, proche de l'apartheid par la mise sur pied de réserves et l'absence de droits civils, ajouteront encore à l'isolement des Amérindiens par rapport à la population eurocanadienne. De surcroît, sur de nombreuses réserves indiennes du Québec, l'enseignement en anglais contribuera à l'isolement avec les francophones.

Enfin, tout autant que la réduction de l'interaction, des mobiles idéologiques ont conduit les Canadiens (français) à se distancer de leurs alliés d'hier. Il y a eu d'abord la «peur de passer pour des Sauvages» et, par la suite, avec la montée du conservatisme, le recul de l'image du «bon» ou du «noble Sauvage».

Je crois qu'autant la parenté, même fictive, même exagérée, avec les Amérindiens servait aux Canadiens à marquer leur identité face aux Français métropolitains, autant l'argument contraire servit à définir le Canadien face aux Britanniques après la Conquête. C'est là mon intuition, au stade actuel de mes recherches à tout le moins, faute de pouvoir encore le démontrer. Il me semble que le scénario a été le suivant. Les Britanniques, qui s'installent à Québec en septembre 1759, viennent de remporter une grande victoire lors de ce qu'ils appelaient les «French and Indian Wars», c'est-à-dire lors de ces attaques qu'ils subissaient sur leurs frontières depuis près d'un siècle de la part des Canadiens et des Amérindiens, qu'ils avaient également affrontés dans de nombreuses grandes batailles. Les Britanniques reconnaissaient aux Canadiens leur supériorité dans la constitution des alliances avec les nations autochtones, ils savaient également que de nombreux Canadiens partageaient, bien davantage que les Britanniques ne le faisaient

eux-mêmes, la vie des autochtones à la guerre, dans le commerce, les voyages, etc. Ils eurent donc tendance à étendre à l'ensemble de la population ce qui caractérisait plus spécifiquement les gens qui étaient liés à la traite des fourrures. Ils jugeaient donc que les Canadiens étaient métissés biologiquement et qu'ils étaient culturellement ensauvagés. Du coup, ils plaçaient donc les Canadiens du côté de la barbarie. Ceux-ci cherchèrent à se démarquer des «Sauvages» pour se rattacher à un pôle de civilisation. Outre que les Canadiens en faisaient une question d'honneur et de dignité, ils n'étaient pas sans y voir des implications de plus grande importance. Si le vainqueur devait voir le vaincu en «Sauvage», il allait le traiter comme tel, c'est-à-dire le déposséder puisque les «Indiens» n'avaient pas de droits. L'argument n'était pas spécieux puisque les Acadiens venaient d'être déportés et que l'opération avait été justifiée en partie par le prétendu ensauvagement de ces derniers. C'est également à l'intérieur de ce paradigme que se situe le débat sur les Métis: sont-ils du côté des Amérindiens qu'on est alors justifié de les déposséder; sont-ils plutôt du côté des colons sédentaires qu'ils ont droit à leurs terres. Il était donc de la plus grande importance de se ranger du bon côté. Mais, en face de leurs nouveaux maîtres, les Canadiens ne pouvaient nier leur passé d'interaction et de proximité avec les premières nations. La justification par l'entreprise missionnaire allait permettre de sortir de l'impasse. Certes, les Canadiens avaient vécu près des «Sauvages» païens, mais c'était pour les évangéliser, pour leur apporter le flambeau de la civilisation et les lumières de la foi. Ils avaient donc représenté l'avant-garde de la civilisation dans un monde barbare.

Cette peur de passer pour des «Sauvages» se traduira également, à partir de 1850, par le désir des Canadiens de bien paraître aux yeux des Français métropolitains qui, à leur sujet, parlent spontanément de «créoles du Canada». Cette crainte conduira la Commission de géographie du

Québec à supprimer, à partir de 1912, des milliers de noms amérindiens de la carte du Québec pour ne pas «laisser d'impressions désagréables à l'étranger». Cette peur répond également aux théories évolutionnistes de l'époque qui divisent l'humanité en races inférieures, arriérées, condamnées à disparaître, et races supérieures, civilisées, porteuses de progrès et d'avenir. C'est dans ce contexte que Lionel Groulx rejettera l'idée que les Canadiens français aient du «sang indien» dans les veines, y voyant la malveillance de ceux qui veulent humilier son peuple. Donald B. Smith, dont je m'inspire ici, a bien analysé cette question.*

L'attrait pour le «noble sauvage» ne s'est pas complètement effacé après 1760, d'autant que cette tradition se maintient en Europe jusqu'à la Révolution française pour être reprise ensuite par le courant romantique, avec Chateaubriand notamment. Quelques auteurs d'ici s'en inspirent, tels D. Dainville, Michel et Maximilien Bibaud, mais ils rencontrent peu d'appui et, avec la montée du mouvement conservateur qui suit la défaite des Patriotes, c'est l'image du «Sauvage» barbare et païen qui s'impose. S'y ajoute la question nationale: le «Sauvage» est appelé à disparaître, par contre le Canadien français doit survivre pour mener sa mission civilisatrice. Néanmoins, chez les historiens Garneau, Ferland et Casgrain, les Amérindiens sont présents dans l'arrière-scène, on y distingue les «moins pires», les alliés et les convertis. Notre «petite histoire» est sortie tout droit de ce courant de pensée.

Enfin la dernière rupture avec les autochtones, dans notre histoire, survint avec la Révolution tranquille et la redéfinition du groupe ethnique canadien-français en nation québécoise. Cette redéfinition eut pour effet de concentrer l'attention des historiens sur l'histoire des habitants du Québec et de mettre dans l'ombre celle qui était

* *Le «Sauvage»*, Montréal, éditions HMH, 1974.

«hors frontières» de l'aire privilégiée des relations établies avec les autochtones en Nouvelle France. On s'intéressait désormais à l'habitant-cultivateur plutôt qu'au milicien ou au traiteur, et l'Amérindien pouvait disparaître tout à fait.

Les dépliants touristiques sur les villes autrefois célèbres et prospères périodisent toujours l'histoire en trois temps: l'âge d'or, la décadence et la reprise toute récente. Je ferai de même avec l'intérêt pour les autochtones. Non pour ménager les susceptibilités, mais parce qu'il existe un intérêt nouveau et une volonté commune de se redéfinir en dehors des vieux paradigmes. Le rejet de la petite histoire traditionnelle suppose un intérêt pour ceux que l'histoire avait relégués au plus bas. La montée des revendications politiques des autochtones, leur parenté, en même temps que leur rivalité, avec les revendications québécoises obligent à s'interroger. Cet intérêt est d'abord venu des sciences sociales, qui n'ont jamais complètement endossé le discours de notre historiographie officielle sur les «Sauvages». Sur le plan politique, l'offensive de René Lévesque pour que le Québec assume ses responsabilités auprès des autochtones dans les secteurs jusque-là occupés par le gouvernement fédéral a marqué un premier rapprochement, qui se poursuit avec la reconnaissance des dix nations autochtones du territoire québécois. Reste à savoir ce que cela veut dire? Il est certain que toute cette question est hautement stratégique, et que les Québécois n'auront pas la liberté légitime de redéfinir leur place dans l'ensemble canadien s'ils ne redéfinissent pas leurs rapports avec les premières nations.

Puisque ce sont les «Sauvages» et non les cigognes qui apportent leurs enfants aux Québécois et que, disent les documents, plutôt que de les châtier, ils élèvent leurs enfants «comme des Sauvages», c'est-à-dire en leur laissant trop de liberté, il est bien possible que, pour les Québécois, le passage à l'âge adulte exige le rappel des origines!